



# LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE : CRÉDIT À L'HABITAT ET CRÉDIT AUX ENTREPRISES



Nantes, le 24 septembre 2024

**Frédéric VISNOVSKY**

Médiateur national du crédit aux entreprises

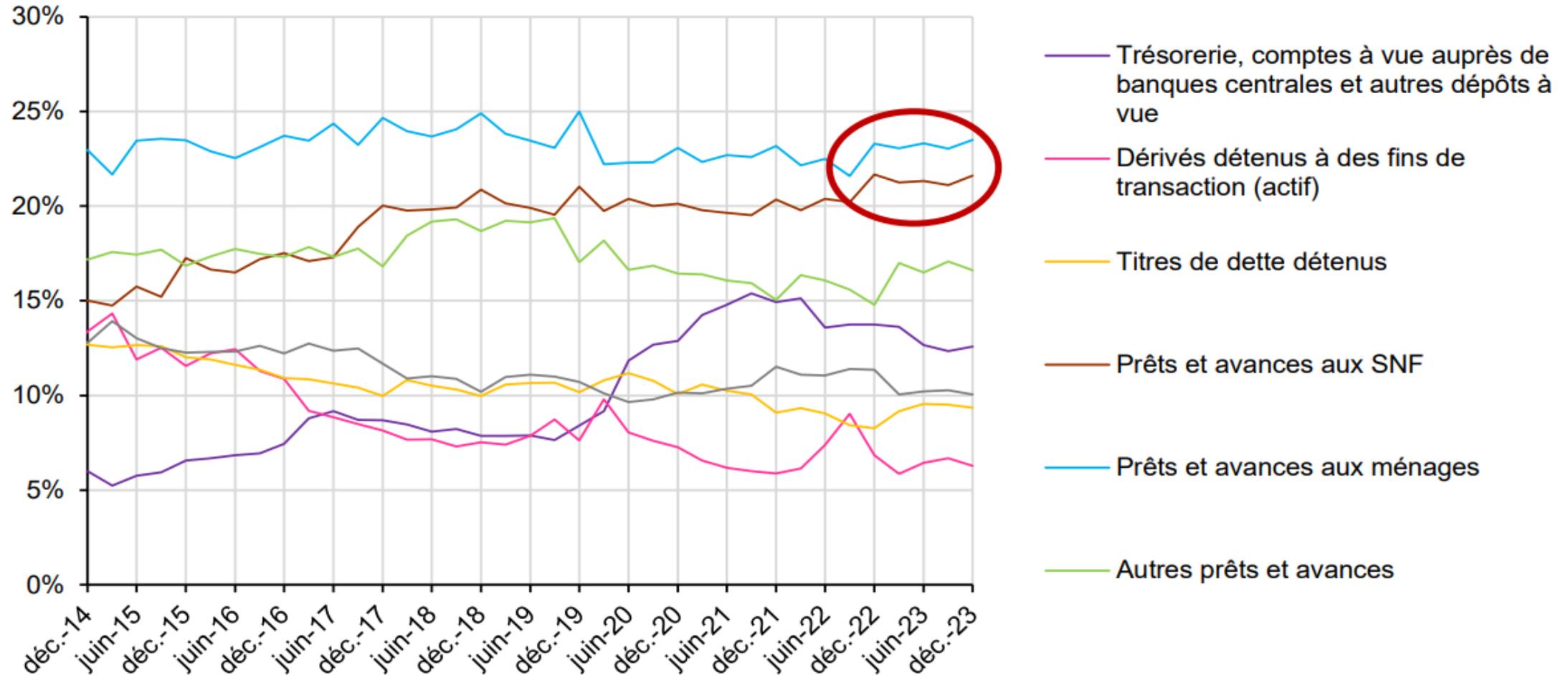
Secrétaire général adjoint de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et  
de Résolution (ACPR) en charge de la résolution



# 1

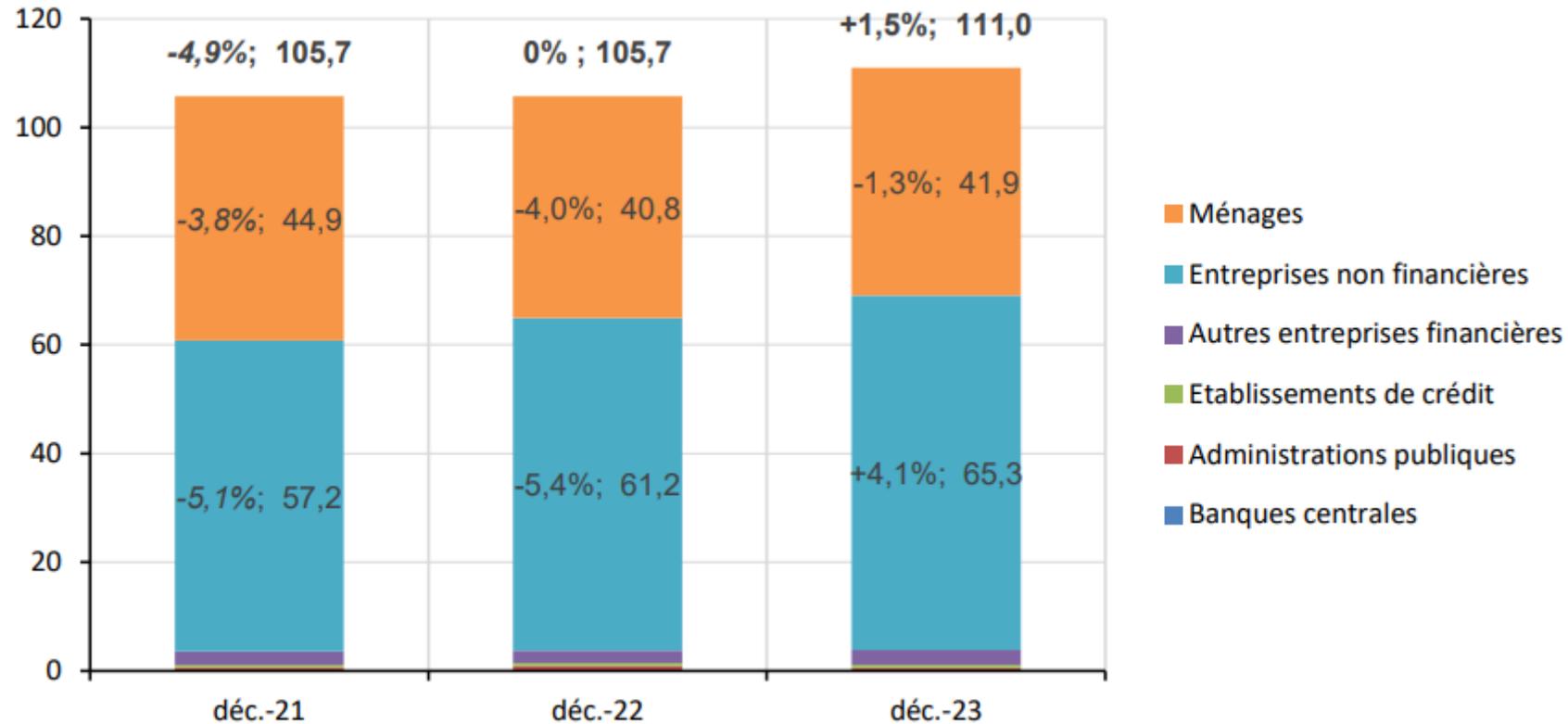
## LES BANQUES AU CŒUR DU FINANCEMENT DES MÉNAGES ET DES ENTREPRISES

# 1.1. La prépondérance des prêts et avances aux ménages et aux entreprises dans le bilan des banques



Source : ACPR – Analyses et Synthèses - La situation des grands groupes bancaires français à fin 2023

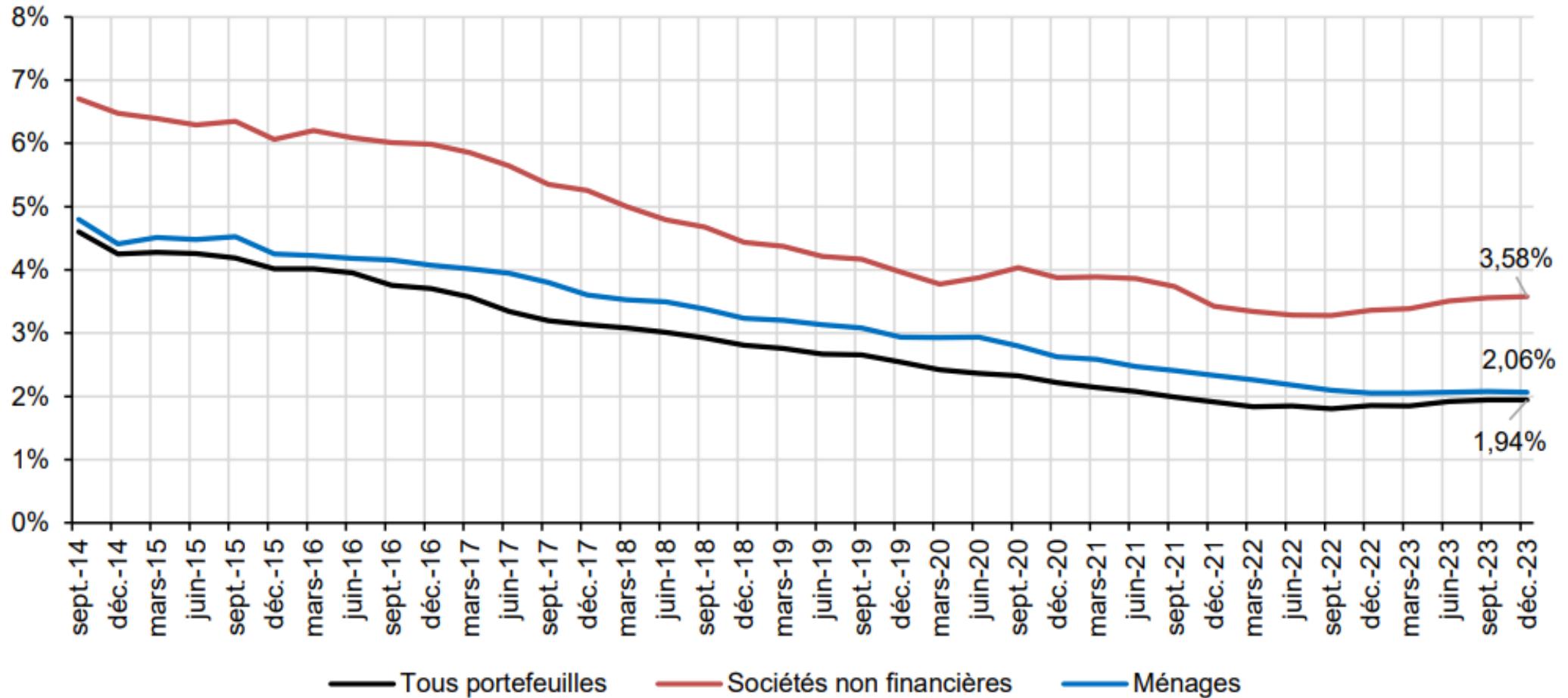
## 1.2. Des actifs de qualité, même si des signes de détérioration apparaissent sur le portefeuille des entreprises



Légende : [+0,0 % ; 0,0] - [variation sur un an ; Prêts non performants en milliards d'euros]

Source : ACPR – Analyses et Synthèses - La situation des grands groupes bancaires français à fin 2023

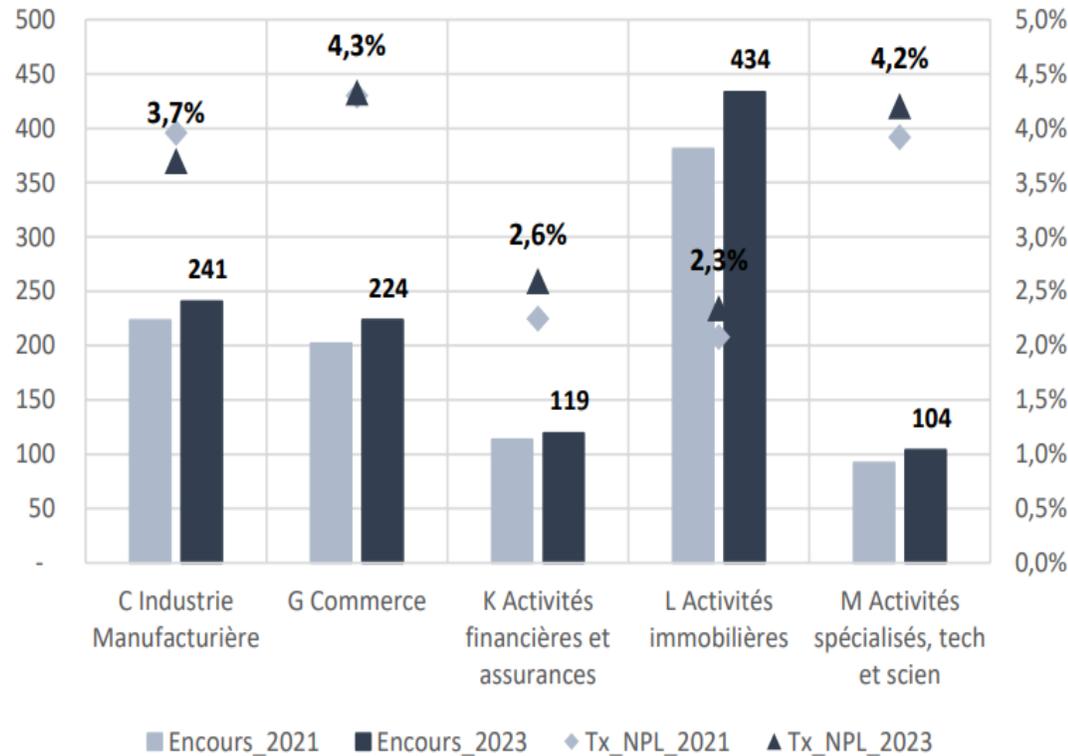
# 1.3. Des taux de prêts non performants qui restent faibles



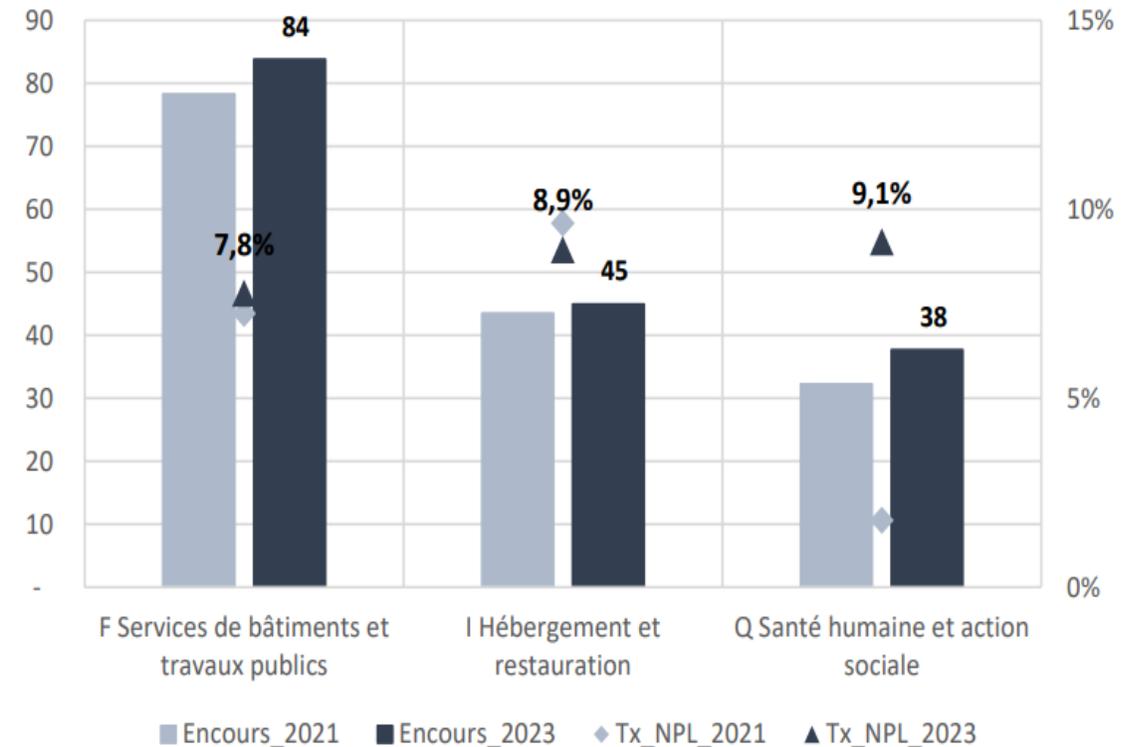
Source : ACPR – Analyses et Synthèses - La situation des grands groupes bancaires français à fin 2023

# 1.4. Les secteurs les plus importants ne présentent pas de taux de prêts non performants élevés

Les 5 secteurs qui concentrent plus de 60 % de l'encours de crédits aux entreprises présentent un taux de NPL inférieur à 4,5 %.



Les trois secteurs avec le taux de NPL le plus élevé représentent moins de 10 % de l'encours aux entreprises



Source : ACPR – Analyses et Synthèses - La situation des grands groupes bancaires français à fin 2023



# 2

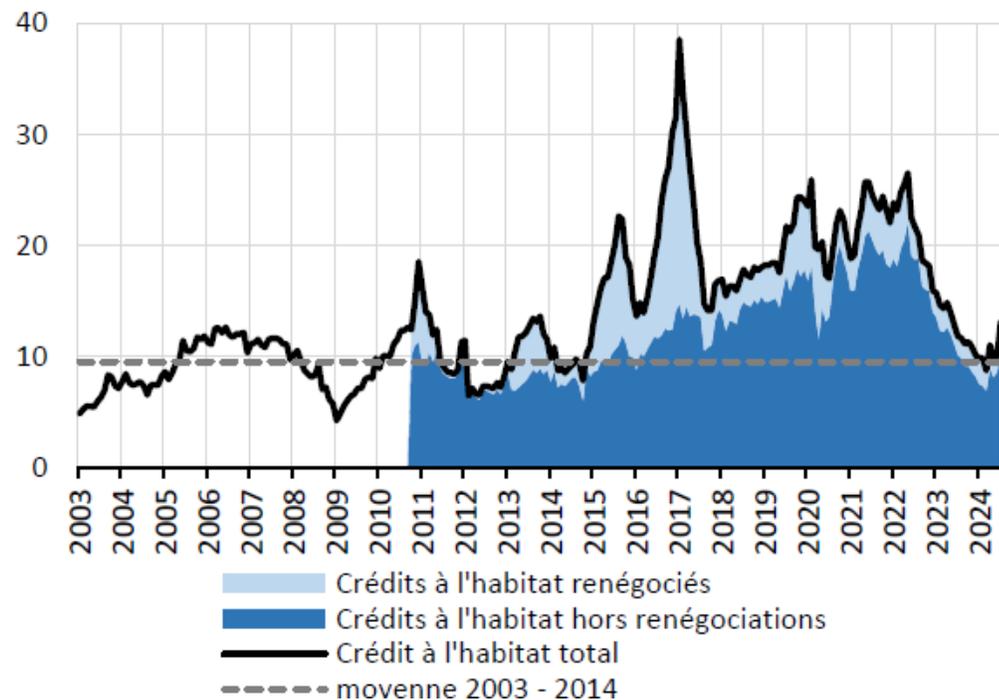
## LE CRÉDIT A L'HABITAT

## 2.1. La production de nouveaux crédits à l'habitat marque un retournement positif, en liaison avec la baisse des taux

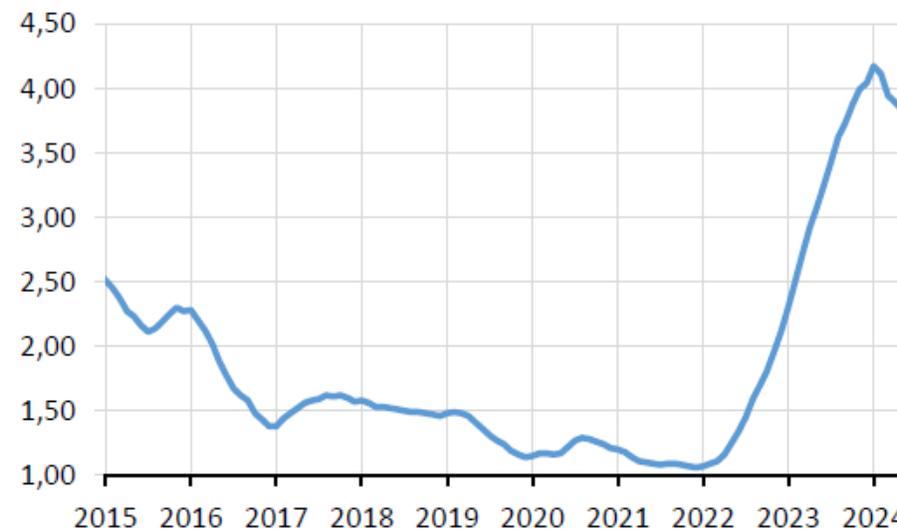
Production de crédits à l'habitat 

Taux des crédits nouveaux à l'habitat toutes durées (hors renégociations) 

(Crédits nouveaux mensuels cvs en milliards d'euros)



(Taux effectif au sens étroit, moyenne pondérée par les flux des taux à long terme et à court terme, en %)



Source : Banque de France - STAT INFO – Juillet 2024

## 2.2. La forme du crédit à l'habitat protège la solvabilité des ménages

88 % des ménages surendettés sont locataires de leur logement ou hébergés à titre gratuit

Situation au regard du logement (en %)

	Ménages surendettés <sup>a)</sup> 2023	dont PRP <sup>b)</sup> 2023	Population française <sup>c)</sup> 2022
Locataires	75,7	85,5	39,1
Propriétaires accédants	5,7	0,3	19,6
Propriétaires	2,9	0,2	36,5
Hébergés et occupants à titre gratuit	12,5	9,8	2,4
Autres cas <sup>d)</sup>	3,2	4,3	2,4

a) Répartition des résidences principales selon le statut d'occupation du débiteur.

b) Ménages surendettés dont le dossier a bénéficié d'une procédure de rétablissement personnel (PRP – cf. annexe 1).

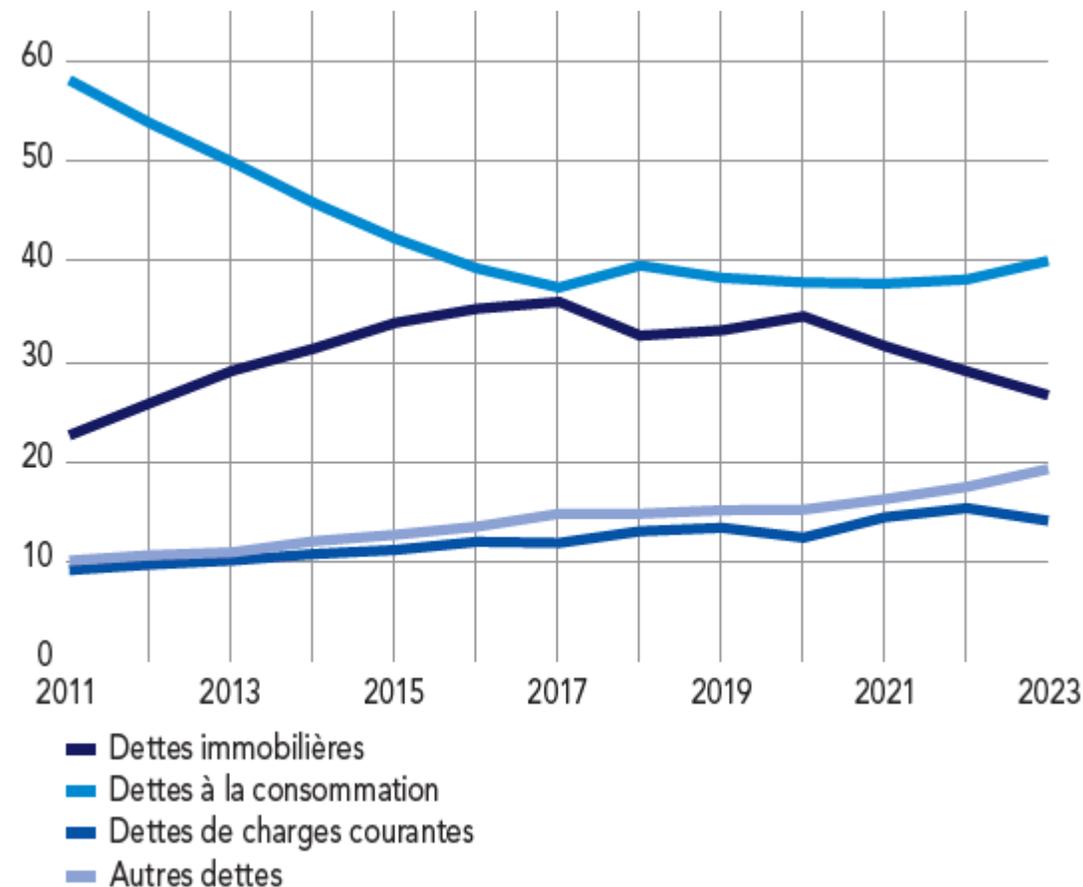
c) France hors Mayotte; répartition des résidences principales selon le statut d'occupation.

d) Individus vivant en communauté (service de long ou moyen séjour, maison de retraite, résidence scolaire ou universitaire, caserne, communauté religieuse, foyer, prison, etc.) et individus vivant hors logement (habitation mobile, marinière, sans-abris).

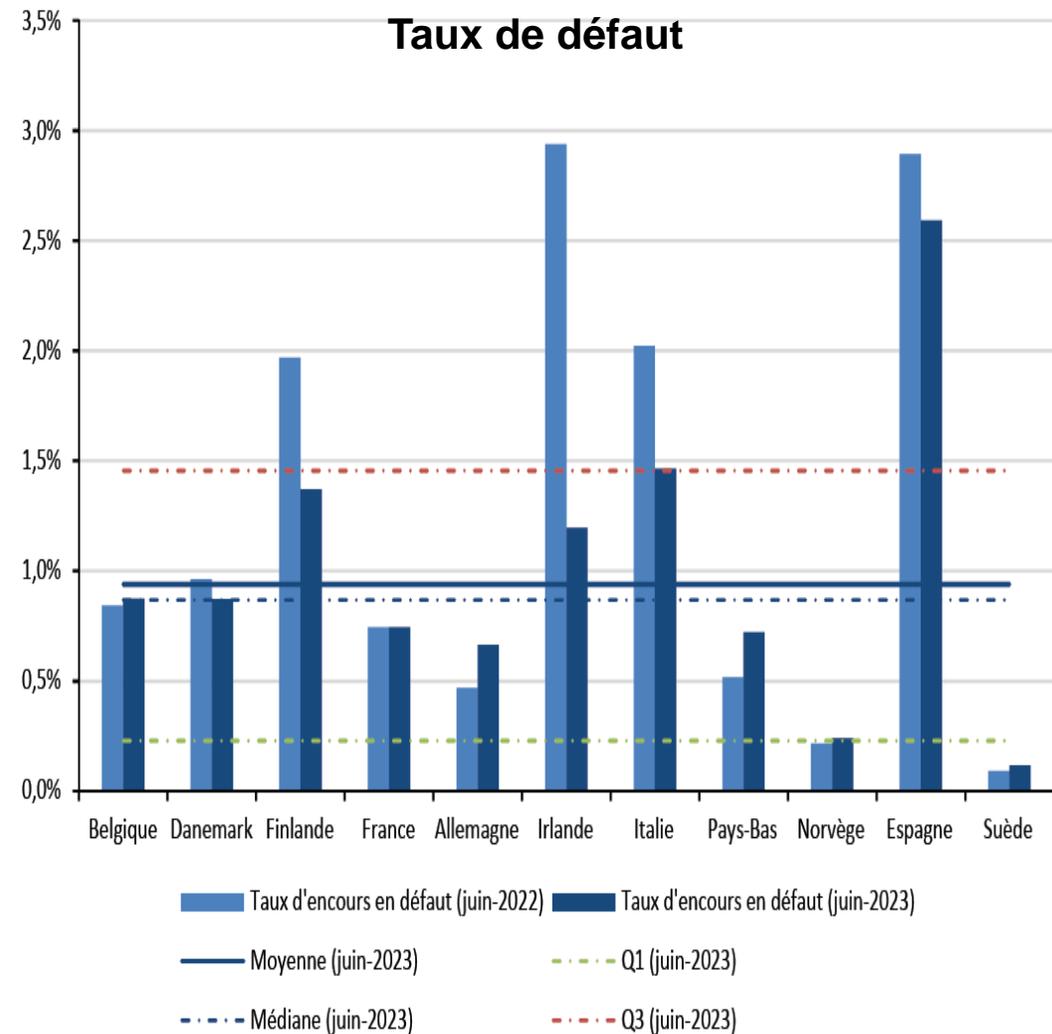
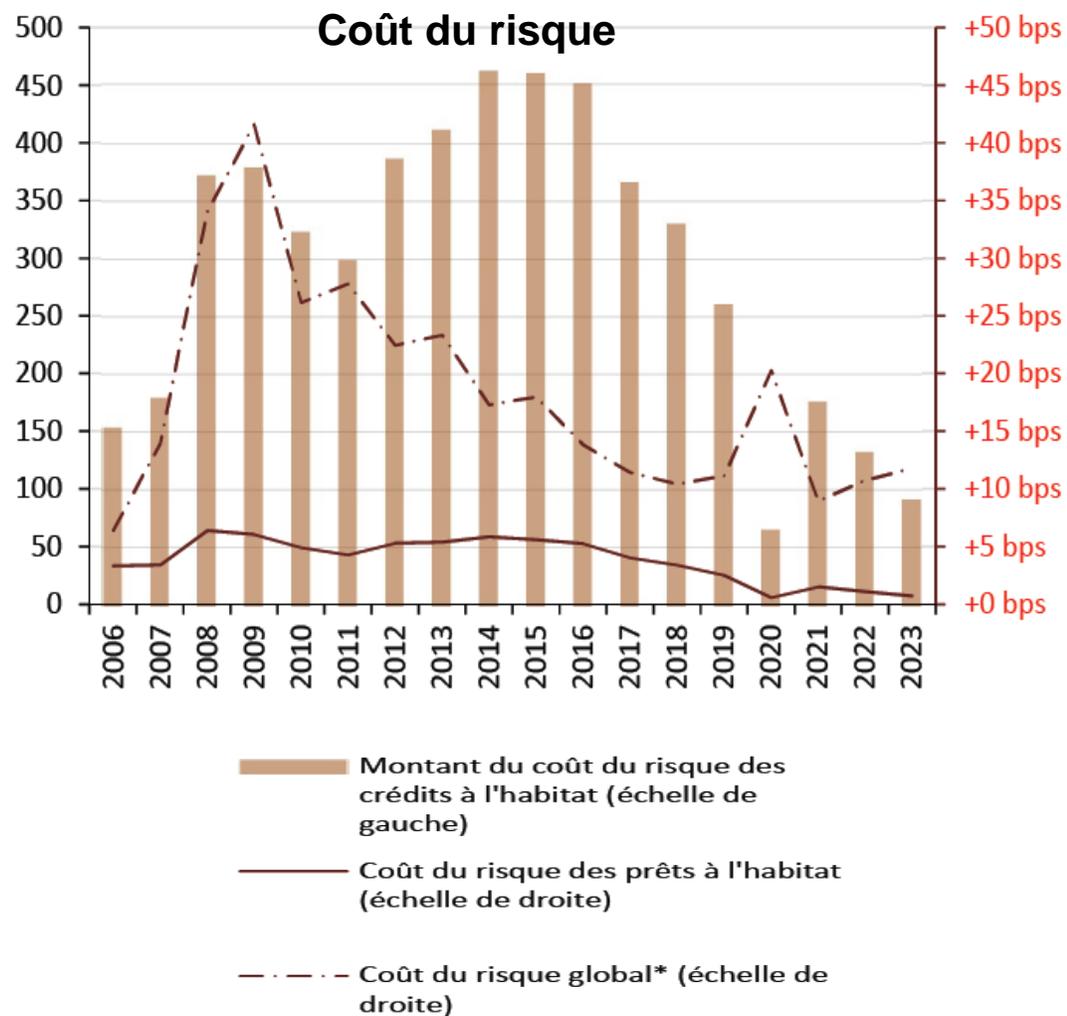
Sources : Banque de France ; Insee et ministère de la Transition écologique et solidaire (SDECS), estimation annuelle du parc de logements au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Source : Banque de France -Le surendettement des ménages – Enquête typologique 2023

Part des grandes catégories de dettes dans l'endettement global des ménages surendettés (en %)



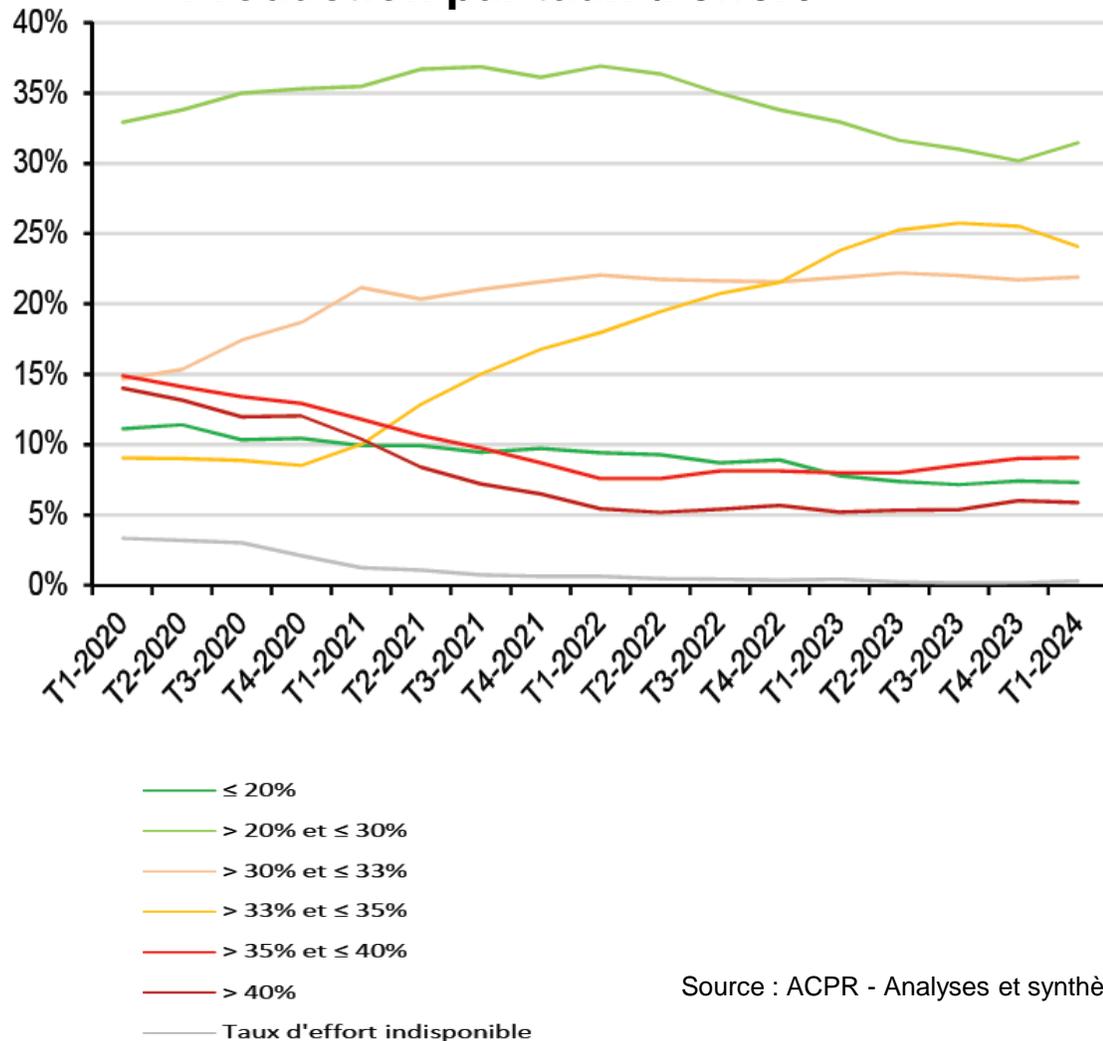
## 2.3. Un crédit qui reste plus sûr que dans la zone euro



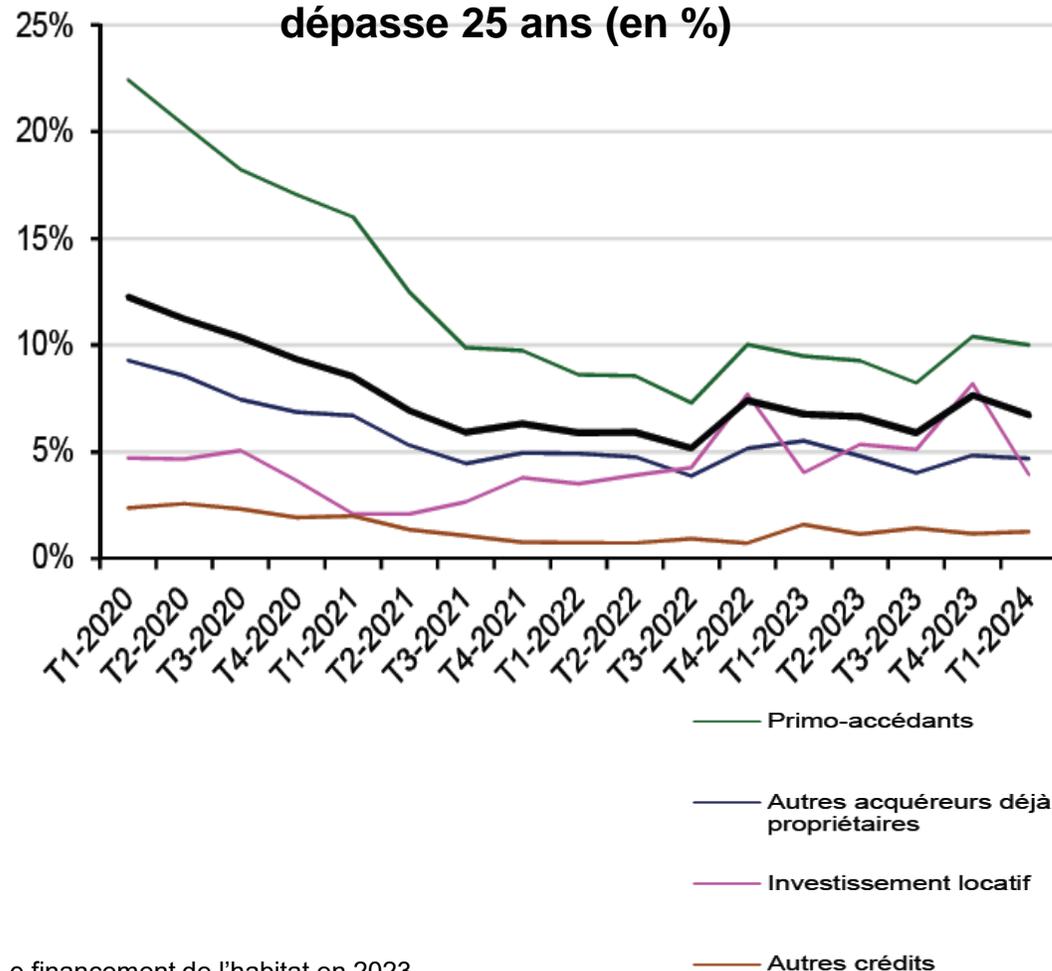
Source : ACPR - Analyses et synthèses - Le financement de l'habitat en 2023

## 2.4. La norme HCSF a contribué à assainir les conditions d'octroi

### Production par taux d'effort

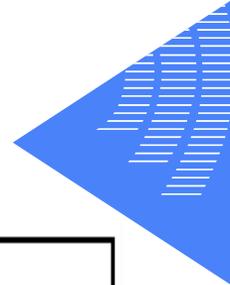


### Part de la production dont la maturité dépasse 25 ans (en %)



Source : ACPR - Analyses et synthèses - Le financement de l'habitat en 2023

## 2.5. Des marges de flexibilité toujours disponibles



Décisions n°D-HCSF-2021-7 et n°D-HCSF-2023-2 relatives aux conditions d'octroi de crédits immobiliers

Suivi trimestriel de l'utilisation des flexibilités accordées aux banques

	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024
<b>Marge de flexibilité</b>									
Part des prêts ne respectant pas les seuils de critères d'octroi fixés par le HCSF dans la production totale <sup>1</sup>	14,5%	13,8%	14,4%	14,6%	13,9%	13,7%	14,2%	15,3%	15,3%
<i>Plafond</i>	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%	20%
<b>Ciblage de la marge de flexibilité sur les primo-accédants</b>									
Part des prêts <u>hors primo-accédants</u> ne respectant pas les seuils de critères d'octroi fixés par le HCSF dans la production totale <sup>1</sup>	10,8%	10,2%	10,5%	10,9%	9,6%	9,4%	9,6%	10,7%	10,4%
<i>Plafond</i>	14%	14%	14%	14%	14%	14%	14%	14%	14%
<b>Ciblage de la marge de flexibilité sur les résidences principales</b>									
Part des prêts <u>hors résidences principales</u> ne respectant pas les seuils de critères d'octroi fixés par le HCSF dans la production totale <sup>1</sup>	4,5%	4,0%	3,6%	4,5%	3,0%	2,8%	2,6%	4,1%	3,3%
<i>Plafond</i>	4%	4%	4%	4%	4%	4%	6%	6%	6%

<sup>1</sup> Production totale de nouveaux crédits à l'habitat hors rachats, renégociations et regroupements de crédits et hors prêts relais.



# 3

## LA SITUATION DES ENTREPRISES ET DE LEUR FINANCEMENT

## 3.1. Des entreprises résilientes face aux crises

1. Une croissance du chiffre d'affaires avec des évolutions individuelles contrastées
2. Le taux de marge a résisté mais des différences sectorielles
3. Le taux d'endettement diminue
4. La hausse des taux impacte le coût du service de la dette
5. Un besoin en fonds de roulement stable et une trésorerie qui s'érode progressivement
6. Une capacité de remboursement préservée
7. Un financement des entreprises resté dynamique post COVID
8. La médiation du crédit peu sollicitée

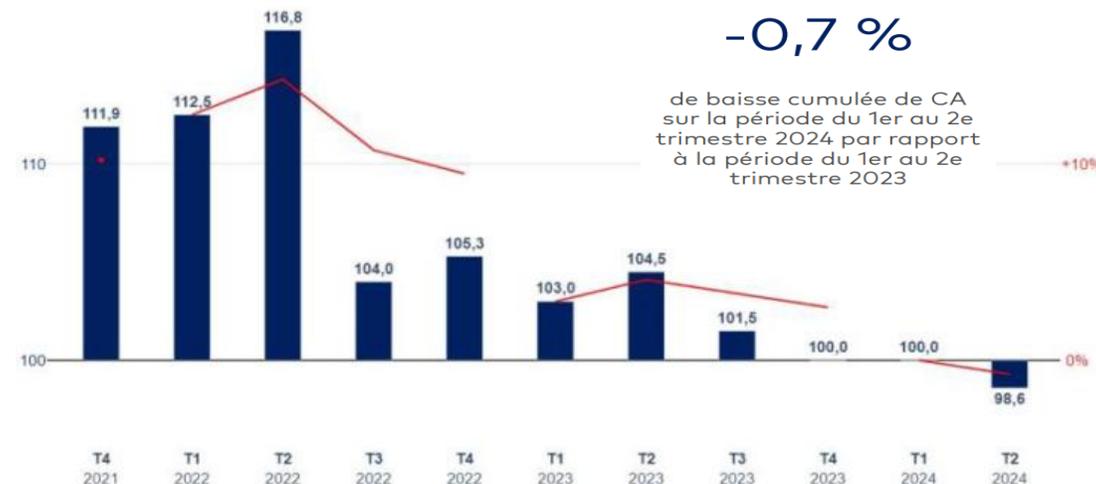
Source : Bulletin de la Banque de France – juillet/août 2024 La situation financière des PME en 2023 : anatomie d'une résilience

# 3.2. Un ralentissement de l'économie qui pèse sur l'activité des entreprises en 2024

## PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES

En %	2022	2023	2024	2025	2026
PIB	2,6	1,1	1,1	1,2	1,5
Investissement des entreprises	1,6	2,5	- 0,7	1,2	2,3
Inflation	5,9	5,7	2,5	1,5	1,7

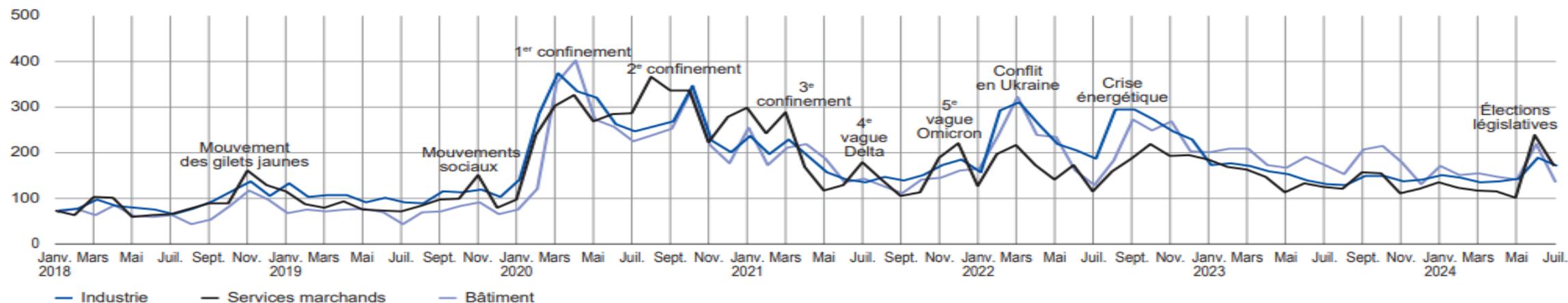
Source : Banque de France – Projections macroéconomiques septembre 2024



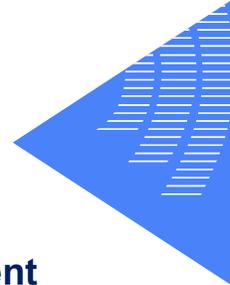
Source : Image juin 2024 – Ordre des Experts Comptables

## INDICATEUR D'INCERTITUDE DANS LES COMMENTAIRES DE L'ENQUÊTE MENSUELLE DE CONJONCTURE (EMC)

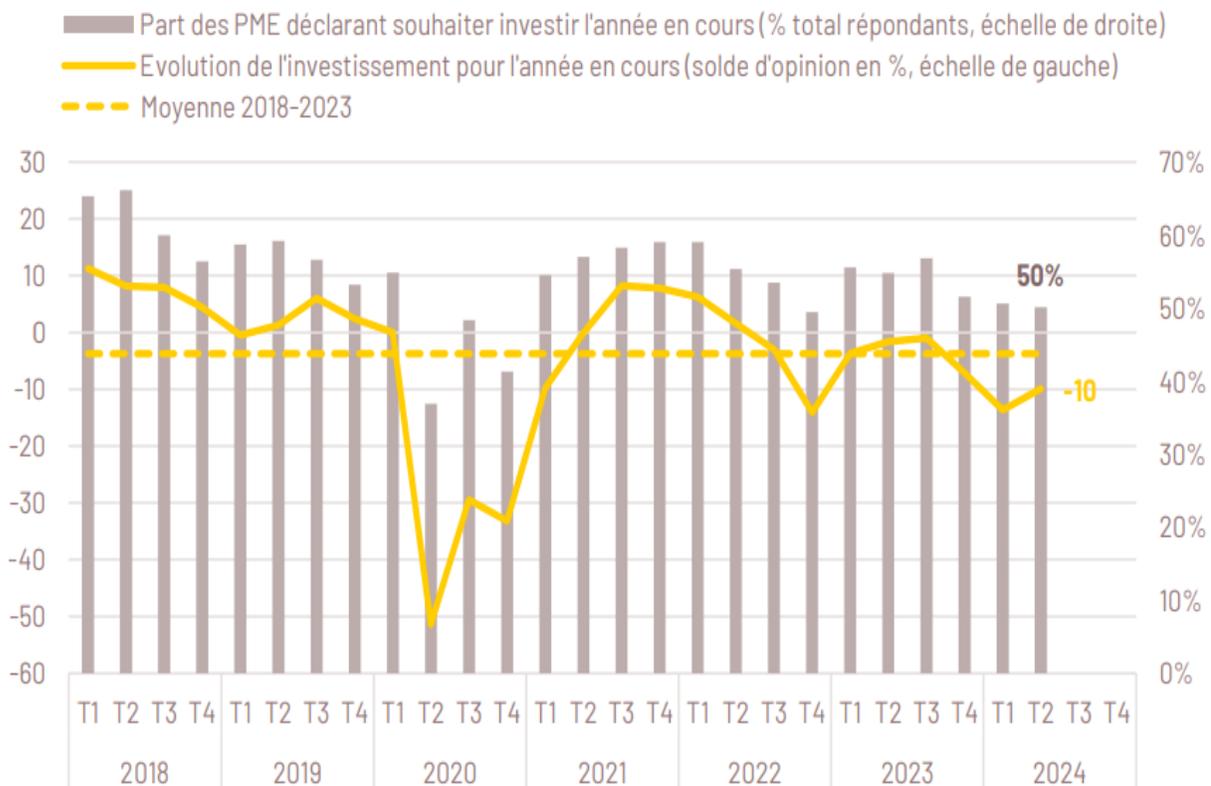
(données brutes)



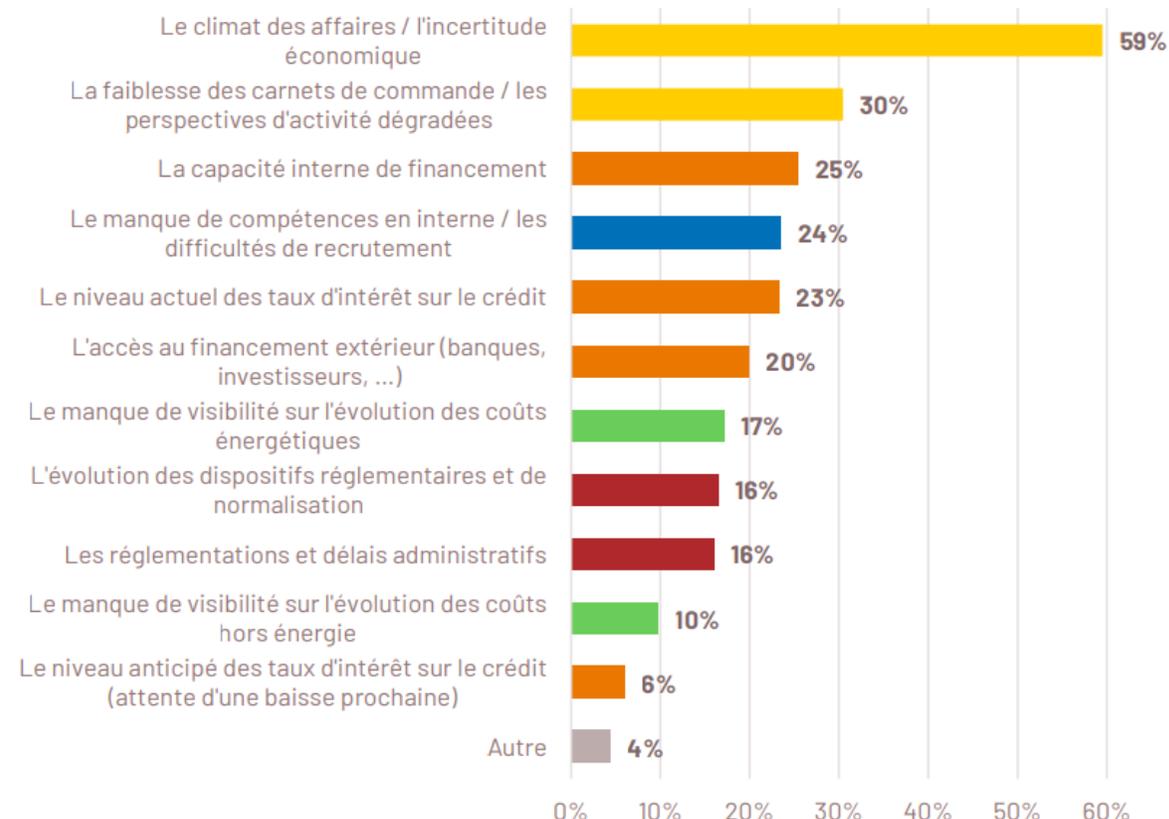
# 3.3. Une dynamique de l'investissement qui ralentit



## Évolution de l'investissement pour l'année en cours



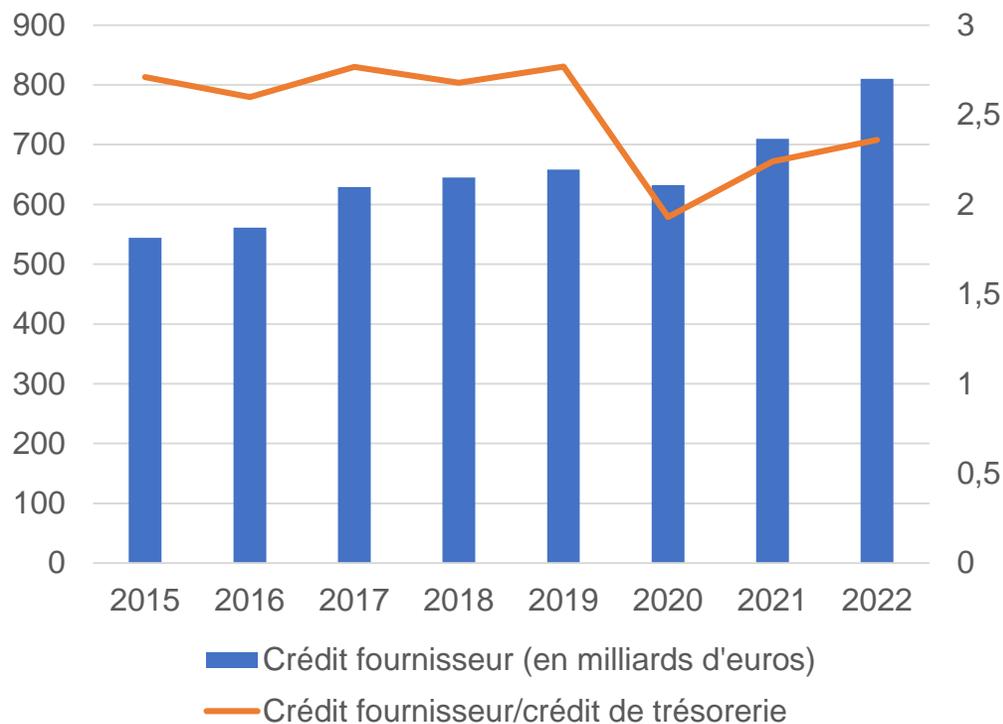
## Freins pouvant influencer les décisions d'investissement



Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode - Baromètre trimestriel mai 2024  
Trésorerie, investissement et croissance des PME / TPE

### 3.4. Un crédit inter entreprises très important et des retards de paiement qui augmentent

Crédit fournisseur et crédit de trésorerie



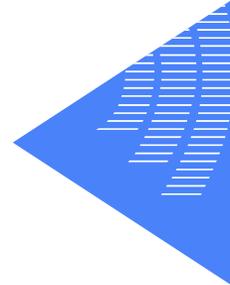
Source : Banque de France

Évolution des retards de paiement (en jours)

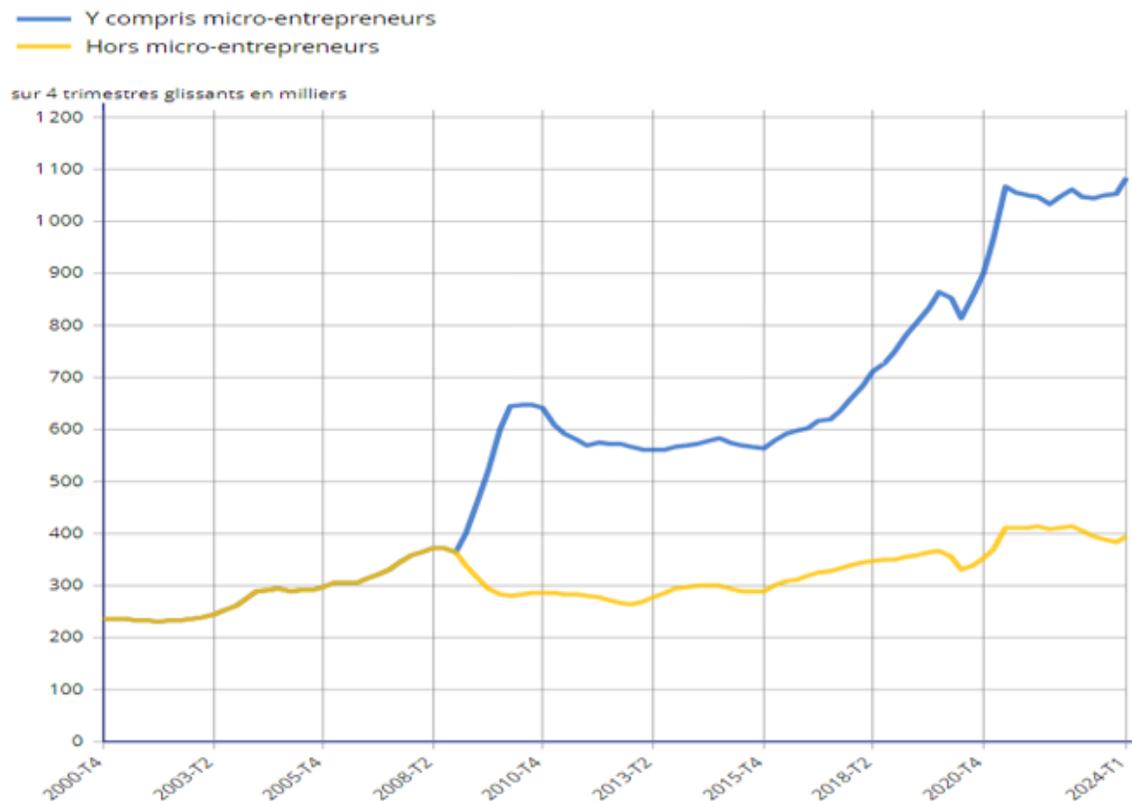


Source : Altares

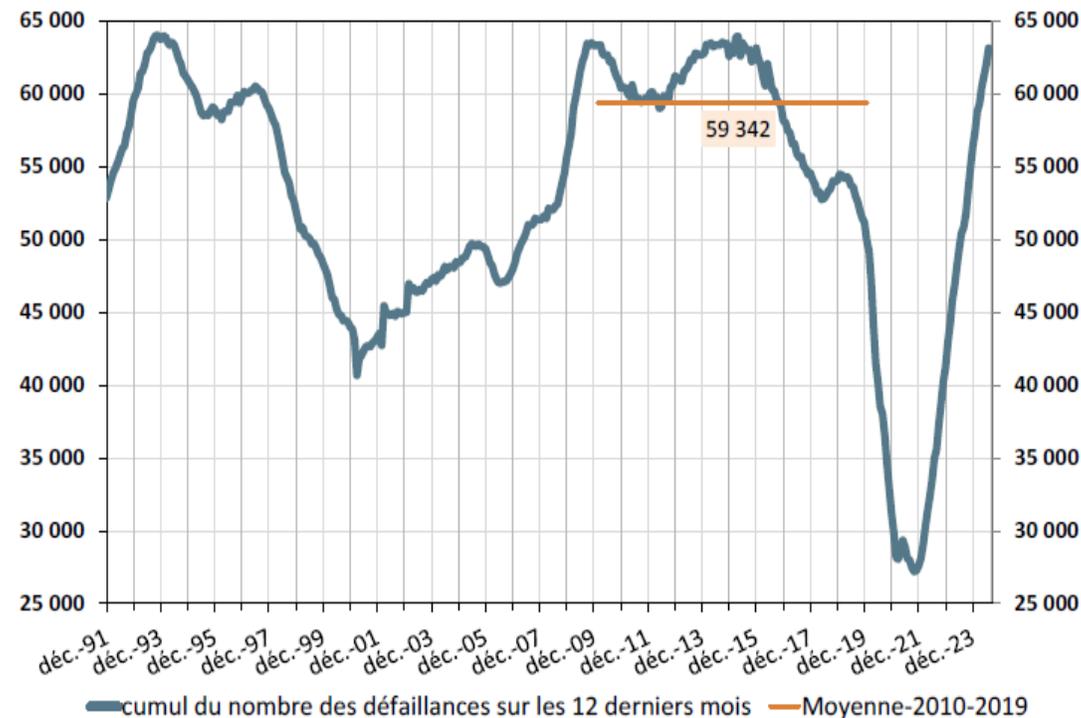
# 3.5. Une dynamique entrepreneuriale mais des défaillances en hausse avec des impacts plus élevés (1/2)



Créations d'entreprises



Défaillances cumulées sur 12 mois

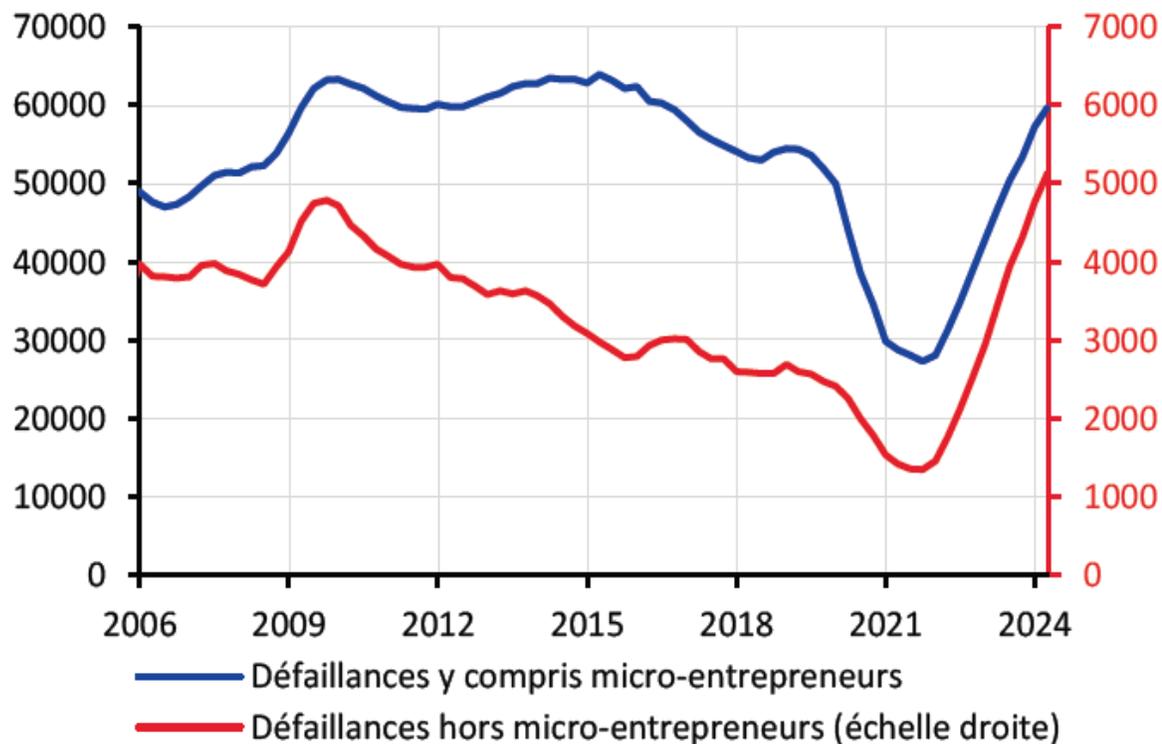


Note : La courbe orange représente la valeur moyenne du nombre de défaillances cumulé sur douze mois observé mensuellement entre le mois de janvier 2010 et le mois de décembre 2019.

Source : Banque de France

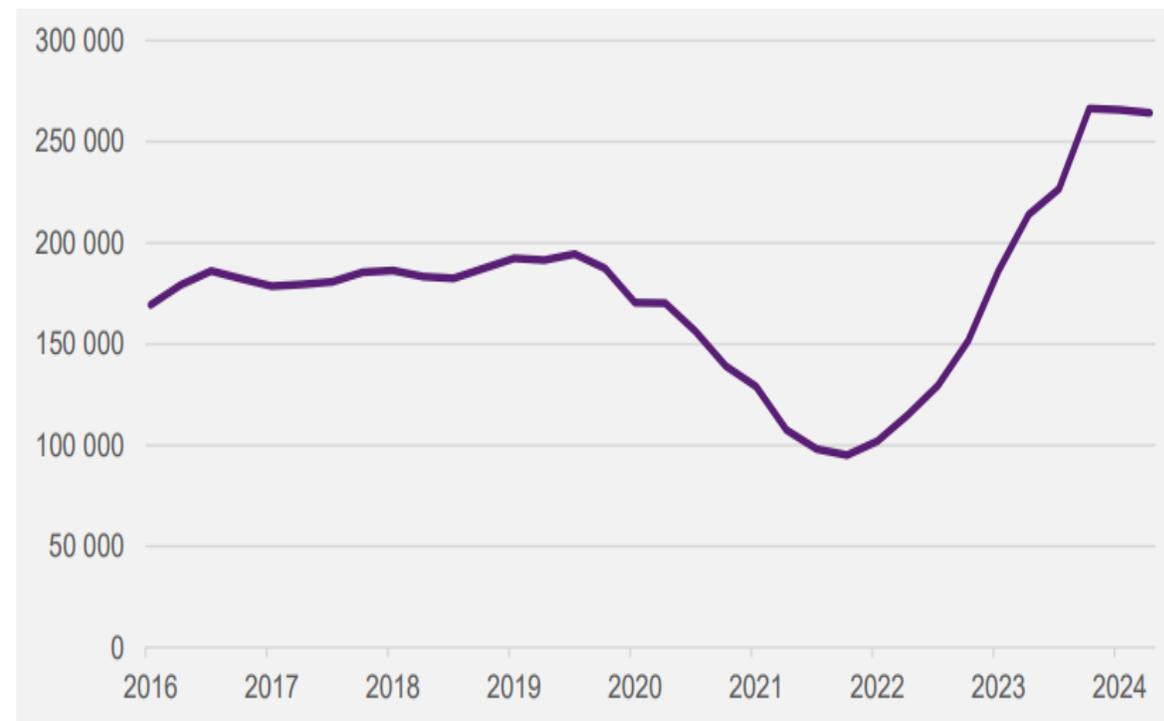
### 3.5. Une dynamique entrepreneuriale mais des défaillances en hausse avec des impacts plus élevés (2/2)

Défaillances des entreprises par taille



Source : Rapport sur la stabilité financière – juin 2024 (Banque de France)

Nombre d'emplois menacés par les défaillances (données sur 12 mois)

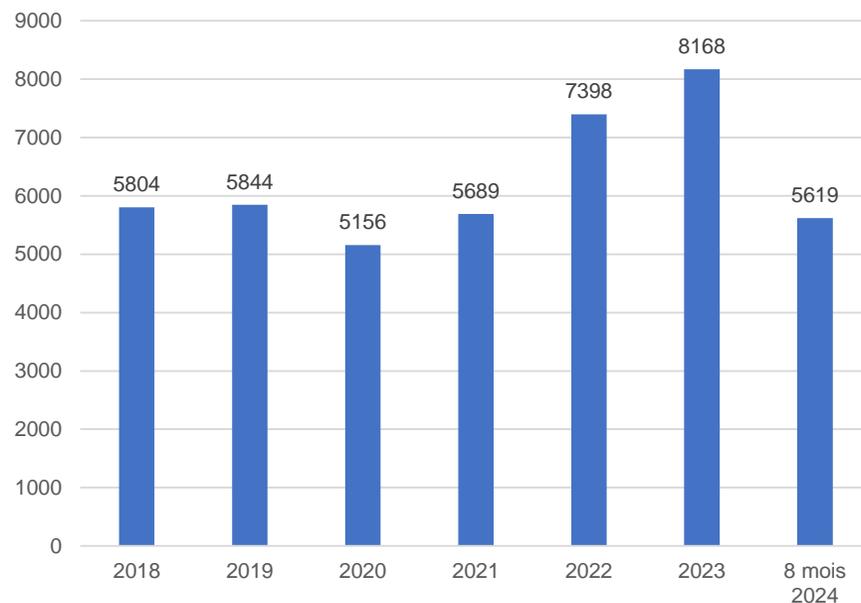


Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

### 3.6. Des risques de tensions croissantes sans que les procédures préventives soient suffisamment utilisées

	1 <sup>er</sup> semestre 2024	Variation sur 1 an
Ordonnances pour injonction de payer	66 230	- 5,5 %
Inscriptions des privilèges du trésor	2 281	+ 10 %
Inscriptions des privilèges de la sécurité sociale	14 125	+ 32 %

Source : Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce - Baromètre national des entreprises – 1<sup>er</sup> semestre 2024



Nombre de salarié	2021	2022	2023
Aucun salarié	70 %	65 %	59 %
1 à 10	16 %	18 %	19 %
11 à 50	9 %	12 %	15 %
51 à 200	3 %	4 %	5 %
201 à 1000	1,2 %	1,3 %	1,5 %
Plus de 1000	0,5 %	0,3 %	0,4 %

% calculés sur les dossiers dans lesquels l'information sur le nombre de salariés est disponible

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ

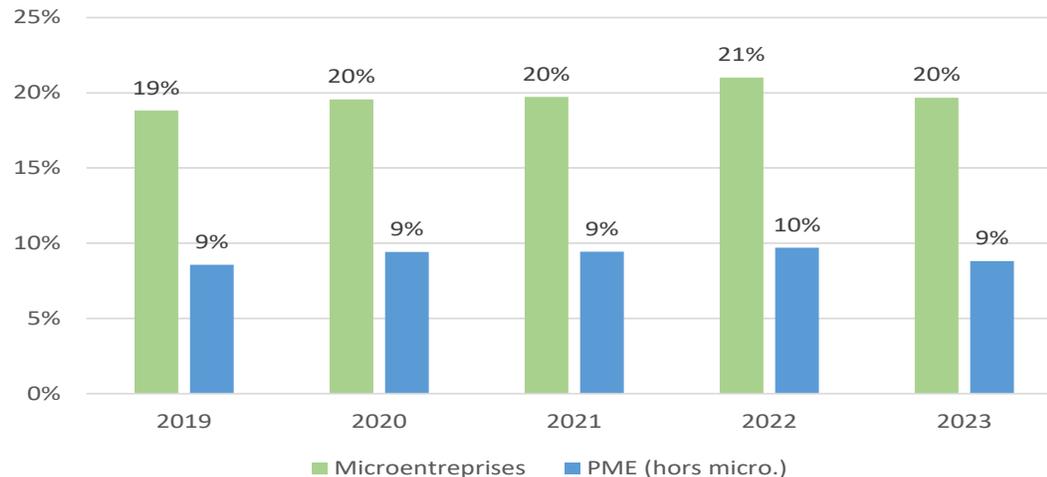
# 3.7. Des enjeux structurels importants pour les entreprises

Part dans la valeur ajoutée des entreprises (en %)

	France	Allemagne	Italie	Espagne	Europe
Micro	17	17	26	26	20
PME (hors micro)	26	33	38	34	33

Source : Commission européenne - SME Performance Review

Part des entreprises avec des capitaux propres négatifs



Source : Banque de France

Répartition de la valeur ajoutée selon les 3 principales branches (en %)

	France	Allemagne	Italie	Espagne	Europe
Industrie	13	24	20	17	20
Commerce	18	16	20	22	18
Services	52	45	44	44	44

Partage de la valeur ajoutée (en %)

	France	Allemagne	Italie	Espagne	Zone EU
EBE	34	40	42	39	41
Salaires	50	51	42	46	48
Impôts	5	1	3	2	3

Source : INSEE – Les entreprises en France – Edition 2023

## 3.8. Un soutien nécessaire aux entreprises (1/2)

### Mieux connaître les dispositifs existants de détection précoce et de soutien aux entreprises en difficulté

La « boîte à outils » du dirigeant

À TOUS LES STADES DE LA VIE DE L'ENTREPRISE



MÉDIATION  
DU CRÉDIT

VOUS ÊTES  
UNE ENTREPRISE  
EN CRÉATION,  
EN DÉVELOPPEMENT  
OU EN CROISSANCE.



### 03 ANTICIPATION

Dialoguez avec vos partenaires

- 05 Dotez-vous des outils indispensables à la gestion de votre entreprise

### 07 ACCOMPAGNEMENT

N'hésitez pas à vous faire accompagner

- 010 Osez le règlement amiable des différends

### 012 PRÉVENTION

Utilisez les outils de diagnostic

- 014 Ouvrez les portes de la prévention de vos difficultés

## 3.8. Un soutien nécessaire aux entreprises (2/2)

### VOTRE BANQUE

c'est votre partenaire financier avec lequel une relation de confiance doit être établie, notamment par un dialogue régulier et le plus en amont possible avec votre conseiller, particulièrement si vous pensez rencontrer prochainement des difficultés, plus ou moins importantes, avec des incidences sur vos comptes ou vos remboursements de crédit.

Une demande de crédit doit répondre à un besoin identifié par le dossier et ses documents financiers, s'appuyant sur des éléments objectifs : plus la demande sera bien structurée et bien documentée, plus elle aura une chance d'aboutir.

- Comme pour tout crédit, votre banque analyse la capacité de remboursement de votre entreprise.
- Votre banque examine le chiffre d'affaires, le cycle d'exploitation, le type d'activité et le besoin de financement et échange avec vous pour déterminer le type de crédit qui peut être accordé.
- Aussi, votre banque aura besoin des principaux documents comptables et financiers qui lui permettent d'apprécier la situation et les perspectives de votre entreprise : bilan, compte de résultat, compte de résultat prévisionnel, plan de trésorerie, besoin en fonds de roulement.
- Le coût du crédit est principalement constitué de frais de dossiers et d'intérêts débiteurs, ainsi qu'éventuellement des commissions selon la nature du crédit.
- Votre banque peut vous demander d'apporter une garantie, par exemple une caution, le nantissement de titres ou une assurance-vie (cas particulier des entrepreneurs individuels EI).



Comment améliorer le rôle de la banque dans l'anticipation

Faut-il informer l'entreprise de la déclaration de défaut faite à la Banque de France